

Brochure n° 3090

**Convention collective nationale**

IDCC : 1527. – IMMOBILIER  
**(Administrateurs de biens,  
sociétés immobilières, agents immobiliers, etc.)**

■ *Journal officiel* du 17 octobre 2009

**Arrêté du 8 octobre 2009 portant extension d'un accord conclu  
dans le cadre de la convention collective nationale de l'immobi-  
lier (n° 1527)**

NOR : MTST0923461A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 24 février 1989 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté  
du 10 juillet 2009, portant extension de la convention collective nationale  
des cabinets d'administrateurs de biens et des sociétés immobilières, mise à  
jour au 9 septembre 1988, et des textes la modifiant ou la complétant,  
notamment l'avenant n° 3 du 27 octobre 1989 la transformant en convention  
collective nationale de l'immobilier ;

Vu l'accord du 17 novembre 2008, sur la création d'un observatoire pros-  
pectif des métiers et des qualifications, conclu dans le cadre de la convention  
collective nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 6 mai 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du  
2 octobre 2009,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de l'immobilier, modifiée par l'avenant n° 3 du 27 octobre 1989, tel qu'étendu par arrêté du 20 avril 1990, par l'avenant n° 26 du 22 mars 2004 et par l'avenant n° 41 du 17 novembre 2008, les dispositions de l'accord du 17 novembre 2008, sur la création d'un observatoire prospectif des métiers et des qualifications, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée.

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

### **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 octobre 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/12, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.